

2014/14

# Les racines et enjeux du conflit ukrainien

par PASCAL DE GENDT

*Analyses &  
Études*  
Politique internationale



*Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Education permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro Sbolgi, éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.*

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

QUESTIONS SOCIALES  
DROITS DE L'HOMME  
MIGRATIONS  
POLITIQUE INTERNATIONALE  
Économie

*Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur nos sites [www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com) et [www.sireas.be](http://www.sireas.be), elles sont aussi disponibles en version papier sur simple demande à [educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)*



**Service International de Recherche,  
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**  
Secteur Éducation Permanente  
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles  
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58  
[educationpermanente@sireas.be](mailto:educationpermanente@sireas.be)  
[www.lesitinerrances.com](http://www.lesitinerrances.com)

Avec le soutien  
de la Fédération  
Wallonie-Bruxelles



**I**l y a plus d'un an maintenant, l'ex-gouvernement ukrainien tournait le dos à l'accord de partenariat de l'Union européenne pour accepter l'aide financière de la Russie, plus conséquente et surtout urgemment nécessaire pour maintenir à flot un pays en train de couler économiquement. C'était le début de l'Euro-Maidan. Cette protestation tourna vite à l'affrontement entre le régime et ses opposants. La suite est connue : destitution du président Lanoukovitch et début d'une véritable guerre civile entre les forces ukrainiennes et celles des rebelles de l'est du pays, le Donbass, désireux de faire sécession. Comme la Crimée l'a fait avant de demander son rattachement à la Russie. Actuellement, le conflit est toujours en cours et il est difficile de prévoir son évolution à court terme.

Ces événements ont souvent été perçus chez nous via le filtre déformant d'une méfiance envers la Russie, ou plutôt envers Vladimir Poutine, son président. Ce conflit ne peut pourtant pas être résumé à un affrontement, caricatural, entre une Ukraine devenue démocrate et une Russie aux visées expansionnistes. Nous allons voir que les racines et les causes de la guerre en cours sont bien plus profondes que cela.

Afin d'être le plus clair possible dans un dossier qui recèle beaucoup de zones d'ombre, nous avons choisi de placer une chronologie des événements en début d'étude. Vous pourrez ainsi vous y reporter à tout moment. Nous avons ensuite tenté de décrypter les causes du conflit propres à l'Ukraine, puis les stratégies et objectifs qui guident l'attitude des États-Unis, de la Russie et de l'Union européenne. Enfin, encore une fois guidé par un souci de clarté, nous avons traité les enjeux énergétiques à part, même s'ils sont omniprésents en toile de fond du conflit.

## CHRONOLOGIE

De 2007 à 2012 : Négociation d'un accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne destiné à remplacer l'accord de partenariat et de coopération (APC) qui régit les relations entre les deux entités depuis 1998. Destiné à être signé les 28 et 29 novembre 2013, le nouveau texte approfondit les liens entre l'Ukraine et l'Union européenne en prévoyant la convergence des politiques économiques, des législations et des règles communes. L'Ukraine obtient notamment l'accès à la Banque européenne d'investissement.

### 2013

**21 novembre 2013** : le président ukrainien Viktor Lanoukovitch annonce que l'accord ne sera pas signé une semaine plus tard comme prévu. Entretemps, la Russie avait menacé l'Ukraine de sanctions commerciales et de représailles sur l'approvisionnement énergétique si le pays s'engageait dans cette association avec l'UE qui le ferait tomber dans la zone d'influence euro-américaine.

**Fin novembre et début décembre 2013** : La volte-face de Lanoukovitch occasionne des manifestations. La place Maïdan (ou place de l'Indépendance) à Kiev devient l'épicentre de la protestation et voit converger des dizaines de milliers de manifestants. La contestation gagne aussi les villes de l'ouest du pays. On n'y vient pas seulement pour réclamer l'association avec l'Union européenne mais aussi pour protester contre une classe politique considérée comme corrompue. Rapidement, le mouvement prend une tournure plus violente et des affrontements opposent une partie des manifestants et les forces de l'ordre.

**17 décembre** : Le président russe Vladimir Poutine et Lanoukovitch signent un accord selon lequel l'Ukraine bénéficiera de 11 milliards d'euros d'aide ainsi que d'une baisse du tiers du prix du gaz. Des avantages bienvenus pour un pays dont l'économie est en souffrance. L'opposition déclare qu'elle continuera les manifestations pro-UE. Certaines de celles-ci rassemblent 100.000 à 200.000 personnes. La présence du groupement paramilitaire PravySektor (extrême-droite) et du parti Svoboda (néo-nazi) est de plus en plus visible.

### 2014

**16 janvier** : Le Parlement ukrainien vote une loi limitant le droit de manifester.

**19 janvier** : La contestation ne faiblit pas. Le président ukrainien annonce donc un remaniement du gouvernement et un amendement des

lois répressives du 16 janvier. L'opposition refuse et réitère sa demande d'élections anticipées.

**29 janvier :** Devant la tournure très violente que prennent les affrontements – on commence à compter des morts – le Premier ministre Azarov annonce la démission du gouvernement. Les lois du 16 janvier sont abrogées. Jusqu'à la mi-février, on semble se diriger vers un apaisement.

**18 février :** Les affrontements reprennent et le centre de Kiev se transforme en champ de bataille. Les morts, y compris côté policier, commencent à se compter par dizaines. Les États-Unis et l'UE évoquent des sanctions envers le pouvoir ukrainien tandis que côté russe, Vladimir Poutine dénonce une tentative de coup d'État soutenus par les Occidentaux.

**21 février :** Sous l'égide des ministres allemands, polonais et français des Affaires Étrangères, le gouvernement et l'opposition signent un accord prévoyant la formation d'un gouvernement de transition, l'organisation d'élections et une révision de la Constitution visant à limiter les pouvoirs du président.

**22 février :** Malgré l'accord obtenu, le Parlement destitue Viktor Lanoukovitch. Celui-ci parle de coup d'État et se réfugie à Kharkov (est du pays).

**23 février :** Olexandre Toutchinov devient président par intérim et forme un nouveau gouvernement, dirigé par Arseni Iatseniouk (nommé le 27 février). La nouvelle coalition réunit des formations pro-européennes de droite, le parti d'extrême-droite Svoboda et des technocrates non liés politiquement. Une des premières mesures annoncées est la fin (programmée pour plus tard) de la loi sur les langues régionales. À terme, le roumain, le hongrois, le tatar et le russe perdront leur statut de seconde langue officielle dans les régions où elles le possèdent. Pour le russe, il s'agit de 13 régions sur 27. Cela ne fait qu'amplifier la colère des populations russophones de l'est du pays qui ont déjà refusé, comme la Russie, de reconnaître les nouvelles institutions. Dans cette partie de l'Ukraine, des affrontements entre pro- et anti-Maïdan prennent de l'ampleur.

**28 février :** Des hommes armés s'emparent du siège du parlement et du gouvernement de Crimée, qui a le statut de République autonome au sein de l'Ukraine, puis des deux aéroports. L'uniforme de ces hommes ne comporte pas d'insigne. Kiev dénonce une invasion de la Russie. Moscou dément. C'est pourtant le drapeau russe qui flotte désormais sur les bâtiments officiels.

**1er mars :** Le Conseil de la Fédération de Russie accorde à Vladimir Poutine le recours à l'armée en Ukraine pour protéger les populations russophones et les intérêts du pays. Le gouvernement ukrainien proclame l'état d'alerte tandis que les envies séparatistes grandissent dans l'est du pays.

**3 mars :** L'Ukraine, au bord de la faillite, discute d'un plan d'aide avec le

FMI. Le gouvernement annonce la fin des subventions pour l'énergie et la hausse de 50% des prix du gaz pour le 1er mai. Sur le terrain, la tension croît dans l'est du pays ainsi qu'entre Kiev et Moscou.

**6 mars** : Le Parlement de Crimée demande son rattachement à la Russie et annonce un referendum sur la question pour le 16 mars.

**11 mars** : Le Parlement de Crimée déclare l'indépendance de la République de Crimée et de la ville de Sébastopol qui jouit d'un statut autonome particulier, notamment en raison de la présence d'une partie de la flotte militaire russe (20.000 hommes). La communauté internationale ne reconnaît pas ce nouvel État. Dans l'est du pays, des combats opposent toujours les partisans et opposants au nouveau gouvernement ukrainien.

**16 mars** : Les résultats du referendum en Crimée sont clairs : 96,7% des électeurs se prononcent en faveur du rattachement à la Russie (taux de participation : 82%).

**18 mars** : Poutine entérine le rattachement de la Crimée à la Russie. Durant une semaine, les forces russes vont capturer les forces militaires ukrainiennes en Crimée. Ces interventions ne font pas de victimes.

**24 mars** : Le gouvernement ukrainien annonce qu'il retire son armée de Crimée.

**26 mars** : Les militaires ukrainiens capturés en Crimée sont relâchés. La Russie annonce également que le matériel militaire ukrainien confisqué en Crimée sera rendu à l'Ukraine.

**30 mars** : Le secrétaire d'État américain John Kerry et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov se rencontrent à Paris et s'accusent mutuellement d'ingérence dans le conflit ukrainien. Un parfum de guerre froide règne tandis que les combats continuent dans l'Est de l'Ukraine et que les opposants au gouvernement ukrainien s'emparent des bâtiments officiels de plusieurs localités.

**7 avril** : Les manifestants pro-russes investissent les bâtiments officiels de la ville de Donetsk et proclament la République populaire de Donetsk. Ils annoncent la tenue d'un referendum sur le statut de la ville le 11 mai.

**15 avril** : L'armée ukrainienne débute une opération pour reprendre la ville de Donetsk. Côté américain et européen, on s'inquiète de la mobilisation de troupes russes aux frontières ukrainiennes. Côté ukrainien on dénonce la présence de troupes russes à l'est du pays tandis que Moscou tout en niant cette présence accuse les forces occidentales de chercher des prétextes pour s'implanter en Ukraine.

**17 avril** : Une conférence à Genève réunissant John Kerry, Sergueï Lavrov, Catherine Ashton (Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères) et Andrij Dechtchitsia

(ministre ukrainien des Affaires étrangères) aboutit à un accord. Celui-ci prévoit un désarmement des forces en présence et le début d'un dialogue national sur la réforme de la Constitution ukrainienne.

**18 avril** : Les séparatistes de l'est du pays rejettent l'accord, refusent le désarmement et exigent le départ du gouvernement intérimaire de Kiev.

**27 avril** : Le G7 annonce un renforcement des sanctions à l'égard de la Russie sous forme de gels d'avoirs et de refus de visas. Cet embargo sera intensifié en mai et en juillet. Dans les jours qui suivent, l'armée ukrainienne entreprend le siège de la ville de Slaviansk (100.000 habitants). Les forces pro-russes assurent que des hommes appartenant à la société militaire privée Academi (ex-Blackwater) soutiennent les assaillants. Les combats font de nombreux morts.

**11 mai** : Referendum dans les régions de Donetsk et Louhansk (le Donbass). 90% des participants se prononcent en faveur de l'indépendance de la « République populaire de Donetsk/Louhansk » et, dans la foulée, les séparatistes demandent le rattachement à la Russie. Moscou ne se prononce pas.

**25 mai** : Élection présidentielle en Ukraine. Le favori Petro Porochenko, un milliardaire pro-occidental à la tête du parti Solidarité, l'emporte avec 56% des voix, il sera nommé officiellement le 7 juin. Une partie des habitants de l'est du pays n'a pu cependant se rendre aux urnes. Moscou dit vouloir discuter avec les nouvelles autorités. Les combats continuent néanmoins dans le Donbass.

**14 juin** : Un avion de transport de l'armée régulière est abattu près de Louhansk causant au moins 49 morts. Cela déclenche des représailles de l'armée ukrainienne qui font des centaines de tués. Le lendemain, la Russie cesse de livrer du gaz à l'Ukraine et les relations entre les deux pays prennent une mauvaise tournure.

**20 juin** : Le nouveau président ukrainien ordonne un cessez-le-feu d'une semaine à ses troupes avant de le prolonger de trois jours le 27 juin. Les deux camps s'accusent mutuellement de ne pas le respecter. Et le 30, Porochenko ordonne la reprise des combats.

**2 juillet** : Les ministres des Affaires étrangères de l'Ukraine, de la Russie, de l'Allemagne et de la France se mettent d'accord sur une mission d'observation de l'OSCE de trois mois à différents postes-frontières entre la Russie et l'Ukraine.

**17 juillet** : Un Boeing 777 de la compagnie Malaysia Airlines, assurant la liaison entre Amsterdam et Kuala Lumpur, s'écrase dans la zone de conflits avec 298 personnes à bord. Les deux camps s'accusent mutuellement de l'avoir abattu.

**21 juillet** : L'armée ukrainienne progresse et l'offensive sur Donetsk est lancée.

**24 juillet** : Début de la mission des seize observateurs de l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe). Suite au retrait de Svoboda et de l'UDAR de la coalition gouvernementale ukrainienne, le Premier ministre présente la démission de son gouvernement. Elle sera refusée.

**2 août** : L'Union européenne lève l'embargo d'armes à destination de l'Ukraine décidé en février.

**6 août** : En représailles aux sanctions économiques européennes, Vladimir Poutine décrète un embargo alimentaire sur toute une série de produits provenant des pays de l'UE. L'embargo sera encore étendu à d'autres produits le 20 octobre.

**Août** : Des ONG commencent à alerter l'opinion publique internationale sur la catastrophe humanitaire en cours dans le sud-est de l'Ukraine. La Russie, puis l'Ukraine, envoient des convois humanitaires. Celui de la Russie est bloqué à la frontière par l'Ukraine qui lui refuse l'entrée sur son territoire. Le 22 août, le convoi russe décide d'entrer en Ukraine sans autorisation. Deux autres convois suivront en septembre mais cette fois avec l'assentiment de l'Ukraine. À partir de la troisième semaine d'août, les forces pro-russes reprennent des positions à l'armée ukrainienne. Des rapports militaires font écho de la présence de soldats russes aux côtés des rebelles. Moscou dément.

**25 août** : Dissolution du Parlement ukrainien et convocation de nouvelles élections.

**3 septembre** : Les présidents russes et ukrainiens communiquent par téléphone. Vladimir Poutine propose un plan de règlement du conflit aussitôt rejeté par le Premier ministre ukrainien. Le président russe refuse toujours que la Russie soit considérée comme partie prenante au conflit en cours.

**5 septembre** : Des représentants de la République Populaire de Donetsk, de la République Populaire de Louhansk et du gouvernement ukrainien signent un accord de cessez-le-feu. Il sera cependant violé quotidiennement avec l'aéroport de Donetsk comme point de fixation des combats.

**16 septembre** : L'Ukraine et l'Union européenne signent l'accord d'association qu'avait refusé l'ex-président Ianoukovitch. Les forces armées séparatistes de Donetsk et Louhansk fusionnent pour former les « Forces armées de Novorossiia ».

**19 septembre** : Après trois réunions, les parties belligérantes signent le mémorandum de Minsk qui prévoit une consolidation du cessez-le-feu par l'envoi d'observateurs de l'OSCE et l'établissement d'une zone démilitarisée de trente kilomètres au sein du Donbass.

**26 octobre** : Élections législatives en Ukraine. La participation est estimée à 52% des électeurs. Les deux grands vainqueurs sont le Front Populaire



du Premier ministre Iatseniouk (environ 3.500.000 voix) et le Bloc Petro Porochenko, union entre le parti Solidarité du Président Porochenko et l'UDAR (environ 3.400.000 voix). Selon le système électoral ukrainien particulier, le Bloc Porochenko décroche le plus grand nombre de sièges (132 sièges sur 423 attribués) suivi par le Front Populaire (82). Ce dernier parti rassemble des dissidents de l'Union pan ukrainienne Patrie, des dissidents du Parti des Régions ayant créé la formation « Ukraine forte » et d'ex-membres de formations d'extrême-droite. Il a la particularité d'être dirigé par bureau politique et un bureau militaire où l'on retrouve des membres des services de sécurité et de l'armée. En troisième position, le parti chrétien Samopomich, surtout implanté à l'Ouest de l'Ukraine, fait une percée avec 33 sièges, suivi par le Bloc d'opposition (principalement des anciens partisans de Ianoukovitch) avec 29 sièges, le Parti Radical (droite nationaliste) avec 22 sièges et l'Union pan ukrainienne Patrie de Ioula Tymochenko avec 19 sièges. Quelques autres partis récoltent un siège et Svoboda en gagne six. Notons que 27 circonscriptions sur 255 (une partie des circonscriptions de l'Est du pays ainsi que celles de la Crimée et de Sébastopol) n'ont pas participé au scrutin, le nombre de députés est donc ramené de 450 à 423. Ces résultats permettent à Iatseniouk de rester Premier ministre. Il s'atèle à la formation d'un gouvernement.

**30 octobre :** Sous l'égide de l'Union européenne, la Russie et l'Ukraine votent un accord sécurisant la livraison de gaz russe à l'Ukraine.

**2 novembre :** Alexandre Zakhartchenko est élu président de la République populaire de Donetsk. Igor Plotniski est élu à la tête de la République autonome de Louhansk. La Russie reconnaît les résultats et est toujours soupçonnée d'appuyer militairement les séparatistes. Selon l'OSCE, à la mi-novembre, le cessez-le-feu avait été violé à 2.400 reprises (1).

**14 novembre :** Le président ukrainien signe un décret prévoyant la fermeture des services publics ukrainiens dans les territoires séparatistes. Il s'agit non seulement des administrations mais aussi de la banque centrale ukrainienne, des services sociaux, des services d'urgence, des écoles, des hôpitaux,...

**25 novembre :** Les séparatistes pro-russes demandent à l'ONU l'envoi de casques bleus dans le Donbass (2).

**27 novembre :** Les députés de la Rada reconduisent à son poste le Premier ministre Arseni Iatsenouk.

**2 décembre :** La Rada approuve la composition du nouveau gouvernement. Fait notable : il comprend trois députés d'origine étrangère naturalisés en dernière minute. Un nouvel accord de cessez-le-feu entre forces ukrainiennes et rebelles est signé.

## UKRAINE, UN ÉTAT-NATION NEUF

Avant de parler des enjeux géopolitiques et économiques que dévoilent le conflit ukrainien, il est nécessaire de s'intéresser à l'histoire ancienne et récente de l'Ukraine. On y trouve les éléments qui peuvent expliquer pourquoi ce pays se retrouve à présent divisé. La première chose à noter est que, hormis une éphémère existence entre 1917 et 1920, l'Ukraine n'avait jamais connu l'indépendance avant 1991 et la dissolution de l'Union soviétique remplacée par la Communauté des États Indépendants (CEI). Comme nous le rappelait, lors d'une conférence (3), Jean-Marie Chauvier, journaliste belge spécialiste de l'Europe de l'Est, ce pays a été divisé entre Est et Ouest. Du IX<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle, Kiev est la capitale d'un État nommé Rus, considéré comme le berceau historique de la future Russie. Puis viennent le déclin et les invasions tatares et mongoles. À partir du XIV<sup>e</sup> siècle, l'ouest de l'Ukraine actuelle passe finalement sous domination polono-lituanienne puis austro-hongroise alors que l'est du pays reste sous influence russe. Durant des siècles se forment donc entre les parties de la future Ukraine des différences linguistiques mais aussi religieuses puisqu'à l'Ouest, se développe l'Église grecque-catholique alors que l'Est devient majoritairement orthodoxe.

Les deux grandes guerres du XX<sup>e</sup> siècle vont évidemment refléter les allégeances différentes entre les deux parties du pays. Ainsi lors de la Première guerre mondiale, les habitants de l'Ouest ont combattu au sein de l'armée autrichienne et ceux de l'Est au sein de l'armée russe. Profitant du conflit russe entre tsaristes et bolcheviks, les régions orientales de l'Ukraine proclament, en 1917, la République populaire ukrainienne. L'année d'après, ce gouvernement sera chassé par les Bolcheviks mais suite aux accords d'armistice de Brest-Litovsk, cette partie du pays est cédée aux Allemands qui permettent le retour des dirigeants chassés à Kiev. Côté occidental, la chute de l'empire austro-hongrois aboutit, en 1918, à la proclamation d'une République populaire d'Ukraine occidentale. Les républiques populaires s'uniront mais le territoire ukrainien est le théâtre d'affrontement entre tsaristes, bolcheviks, armée ukrainienne et anarchistes qui tournent à l'avantage des communistes. Au début des années 20, l'Ukraine vole à nouveau en éclats. Les anciens territoires autrichiens vont à la Pologne, les ex-territoires russes sont incorporés dans l'URSS tandis que deux autres plus petites parties occidentales sont rattachées à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie.

Jusqu'à la guerre 1940-1945 prend place le développement, difficile en raison des fractures entre l'Ouest et l'Est du pays, d'une identité culturelle ukrainienne. Sous le régime stalinien, deux événements vont marquer la mémoire collective du pays, la famine, appelée « Holodomor » de 1932-1933

et les grandes purges collectives de 1937-1938. C'est surtout l'Holodomor, qui a causé plusieurs millions de victimes, qui fait encore débat aujourd'hui. S'agissait-il d'une « simple » conséquence dramatique de la collectivisation des terres ou d'un génocide caché d'un peuple ukrainien au sein duquel le sentiment national avait trop pris racine aux yeux de Staline ? Les historiens s'affrontent et les deux camps sont définis par des lignes de démarcation que nous connaissons bien aujourd'hui. En 2006, le gouvernement ukrainien a qualifié cette grande famine de génocide. Cela a été reconnu par les États-Unis mais pas la Russie (ni l'ONU). En 2008, le Parlement européen a préféré l'appellation de « crime contre l'humanité ».

En 1939, suite à l'invasion de la Pologne, Staline annexe les régions à majorité ukrainienne, puis en 40 celles à minorités ukrainiennes de la Roumanie. En août 1940, la République socialiste soviétique d'Ukraine est déclarée. Son territoire s'agrandira encore avec l'ajout de morceaux tchèques en 1945, d'îles roumaines en 1948 et, enfin, de la Crimée en 1954. La Deuxième guerre mondiale reflète à nouveau les divisions qui traversent la société ukrainienne. En 1941, en réaction à la terreur stalinienne, une partie des Ukrainiens accueillent les troupes hitlériennes comme des libératrices. Des groupements nationalistes s'organisent et collaborent avec l'occupant notamment au sein de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne qui combattra les Soviétiques jusqu'en 1954 (4). Ces alliés de l'Allemagne nazie se recrutent surtout à l'ouest du pays. Certains rejoignent les rangs des SS.

## CONFLITS DE MÉMOIRES

En 1991, lorsque l'Ukraine obtient son indépendance, ces divisions font rapidement surface. Outre les aspects pratiques, l'indépendance s'accompagne de la construction d'une histoire officielle et d'une mémoire collective en opposition avec l'URSS et la Russie (3). Un choix identitaire qui fait naître des craintes auprès des populations russophones de l'est de l'Ukraine et de Crimée (qui a obtenu un statut de République autonome au sein de l'Ukraine). D'autant que les éléments les plus virulents à cette opposition à la Russie sont des mouvements comme le Parti Social-Nationaliste d'Ukraine, rebaptisée Svoboda (Union pan ukrainienne Liberté) en 2004, qui se pose en filiation des nationalistes ayant collaboré avec les nazis. À ces conflits de mémoire collective s'ajoutent d'autres différences : entre un Est industrialisé et au sous-sol riche et un Ouest majoritairement rural, entre deux Églises qui cultivent des rancunes historiques (4), entre langues véhiculaires,...

La construction d'un État-Nation unitaire s'avère donc très compliquée. D'autant plus que, suivant un schéma connu, la chute du communisme

s'accompagnera d'une mainmise d'une petite oligarchie, bénéficiaire de la privatisation, sur le pouvoir politique et économique. Cette petite élite, sans réelle expérience politique, a largement échoué à doter le pays d'institutions politiques stables, préférant diviser pour mieux régner et voir leurs affaires prospérer. La vie politique ukrainienne est donc loin d'être un long fleuve tranquille et lors de chaque élection, depuis 1991, des soupçons de fraude sont venus entacher les résultats. Par conséquent, les autorités au pouvoir ne sont considérées légitimes que par leurs électeurs et non par le pays tout entier.

À cette faillite politique s'ajoute une faillite économique. Pourtant l'Ukraine a des ressources : huitième producteur mondial de blé, huitième producteur mondial de maïs, premier producteur mondial de graines de tournesol, cinquième producteur mondial de betteraves à sucre, cinquième producteur mondial de pommes de terre, onzième producteur mondial de charbon auxquels il faut ajouter des gisements importants de minerais de fer, de gaz naturel, d'uranium ou de manganèse (4). Malgré cela, en 2012, le PIB par habitant était d'à peine 3.971 dollars par an, ce qui les place grosso modo à la hauteur de l'Albanie. Un gâchis qui s'explique notamment par le niveau de corruption – dans le classement annuel de Transparency International (perception de la corruption), l'Ukraine est 142e sur 175 (5) –, le déficit budgétaire abyssal et l'instabilité politique qui rebutent les investisseurs. Le pays n'a donc jamais réussi à se développer ni même à assurer son indépendance énergétique puisqu'à ce niveau, il est entièrement dépendant de Moscou.

## UN PIVOT GÉOPOLITIQUE

Cette situation a d'ailleurs des répercussions immédiates, à ne pas négliger, sur le conflit en cours. S'il est présenté, par facilité de compréhension, contre le combat entre une armée ukrainienne et une armée « rebelle », la situation sur le terrain est bien différente. Sous-financée et négligée, l'armée ukrainienne est faible. Pour l'épauler, le gouvernement a donc dû faire appel à des volontaires, pour la plupart des éléments ultranationalistes, mal formés et peu portés sur le respect des conventions internationales régissant les conflits. De plus, ils ne prennent pas toujours leurs ordres auprès de la chaîne de commandement militaire ukrainienne et obéissent soit aux multimilliardaires qui financent leur petite armée voire à un homme politique, comme Oleg Lyachko du Parti Radical, qui s'est forgé sa popularité en menant son propre bataillon (6). Du côté des rebelles pro-russes, l'union n'est pas plus de mise entre chefs de guerre locaux, qui ont leurs propres objectifs, et les différentes sensibilités vis-à-vis de la Russie

(ceux qui veulent s'y rattacher et ceux qui préfèrent une autonomie locale). Les groupes criminels présents dans le Donbass ne sont pas restés les bras ballants et se sont également investis dans les combats en espérant en être récompensés plus tard (7).

Autant d'éléments qui ne rendent pas très lisible l'évolution des combats et qui portent en eux les germes de dérapages, par ailleurs déjà constatés (8). Notamment dans le chef du bataillon commandé par Oleg Lyachko, dont la formation politique dispose par ailleurs d'un poste de ministre dans le nouveau gouvernement.

Mais revenons à la faiblesse politique et économique de l'Ukraine qui en font un « pivot géopolitique » au sens où l'entend Zbigniew Brzezinski, l'ex-conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter, à savoir un État « *à la situation géographique sensible et à la vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques* » (4). Autrement dit : il était pratiquement écrit que l'Ukraine se retrouverait un jour, à son détriment, dans le rôle d'une pièce essentielle sur l'échiquier géopolitique mondial.

## LE « SOFT POWER » DES USA

Ce statut de « pivot géopolitique » n'a évidemment pas échappé aux puissances occidentales qui, depuis la fin de l'URSS, ont tout fait pour imposer leur influence aux pays d'Europe de l'Est. Cela s'est traduit par un double mouvement : élargissement à marche forcée de l'Union européenne et, parallèlement, agrandissement de l'OTAN. Le tout soutenu par des initiatives comme le « Partenariat oriental » (via l'UE) ou le « Partenariat pour la paix » (via l'OTAN). Parmi la panoplie de moyens employés pour aboutir à la mise en place de gouvernements adoptant la logique néolibérale du « libre marché », et ses dégâts sociaux, figure le « soft power ». Une « puissance douce » qui consiste à imposer ses valeurs culturelles à un ensemble de pays, tout en organisant certains pans de la société grâce au travail apparemment inoffensif d'ONG prêchant les vertus de la démocratie.

La Russie et sa périphérie ne l'ont pas toujours constaté à temps mais ont été envahies par ces organisations. Les principales s'appellent International Republican Institute (IRI), National Democratic Institute (NDI), Center for International Private Enterprise (CIPE), Freedom House ou encore American Center for International Labor Solidarity (ACILS). Et leur panel d'activités est très large. L'IRI, par exemple, s'occupe des mouvements politiques situés à droite sur l'échiquier politique. Au besoin, il peut s'occuper de la création et la structuration d'un tel parti. L'action s'étend de la formation d'un candidat politique à la structuration de mouvements

de jeunesse. L'aide peut être poussée (financement) ou légère (apports de matériels informatiques, éducatifs ou promotionnels). Le NDI fait la même chose pour les mouvements dits de gauche tandis que le CIPE développe des projets avec des chefs d'entreprise et des décideurs politiques étrangers, afin de mener des réformes orientées vers le marché et vers l'entreprise privée. L'ACILS s'occupe de la mobilisation des syndicats (9).

Elles sont financées par des fondations privées comme la fondation Soros, par des gouvernements européens ou des associations-chapeau comme l'United States Agency for International Development (USAID) ou la National Endowment for Democracy (NED). Pour ces deux dernières, leur budget fait partie à part entière du budget gouvernemental américain et est approuvé par le Congrès (10). Difficile de faire plus clair. Le sujet, pourtant encore méconnu en Europe, n'est d'ailleurs pas du tout tabou aux États-Unis. Les budgets consacrés à ces sortes de « missionnaires de la démocratie » sont transparents et se chiffrent à plus d'un milliard de dollars pour l'USAID et des dizaines de millions pour les autres. On leur doit, notamment, la vague de révolutions aux noms joliment colorés qui a secoué l'Europe de l'Est de 2000 à 2005 : Révolution des Roses en Géorgie, Révolution Orange en Ukraine et Révolution des Tulipes au Kirghizistan.

Le scénario de ces révolutions est chaque fois à peu de chose près identique. Les organisations ciblent les structures locales avec lesquelles elles vont coopérer et leur font parvenir des aides de différents types. La préférence va à des mouvements citoyens sans affiliation politique précise et composés de jeunes. Ceux-ci vont se muer en fers de lance d'une « aspiration démocratique » de larges couches de la population. Il faut, ensuite, un élément déclencheur comme une élection, par exemple. Les résultats de celles-ci, s'ils ne sont pas conformes à ce qu'attendent les ONG (et donc le gouvernement américain), vont être contestés. Une tâche pas trop difficile dans des pays dont la libéralisation rapide a souvent entraîné une explosion de la corruption. Les vainqueurs des élections vont donc être désignés comme des corrompus ou comme trop autoritaires. Les mouvements locaux vont alors mobiliser la population pour réclamer le départ des dirigeants en question. Dans les médias des pays sous influence américaine, ces contestations seront présentées positivement sous l'angle du peuple qui se soulève en faveur de la démocratie. D'autant plus que cette révolte se fera sur un mode pacifique : manifestations sans heurts, fraternisation avec les forces de l'ordre,... Des techniques de marketing qui ont fait leurs preuves, comme l'utilisation d'un logo facilement identifiable, finiront de convaincre l'opinion publique internationale. Contesté à l'intérieur, conquis à l'extérieur, le chef d'État visé finit par céder à la pression et cède sa place à une équipe intronisée comme garante de la démocratie. Des révolutions sans douleur qui, en apparence,

bénéficient aux populations locales mais qui sont surtout utiles aux intérêts stratégiques des USA.

## RÉVOLUTION ORANGE

L'Ukraine a connu cela par deux fois. En novembre 2004 d'abord lorsque Viktor Ioutchenko contesta la victoire de Viktor Ianoukovitch lors du deuxième tour de l'élection présidentielle. Les observateurs internationaux dénoncent des fraudes et le perdant refuse de reconnaître le résultat du scrutin. Immédiatement, une intense mobilisation des opposants à Ianoukovitch, qui est considéré comme le candidat de l'est de l'Ukraine, se met en place et draine des centaines de milliers de manifestants devant le Parlement ukrainien, la Rada. Nombre d'entre eux arbore un vêtement orange, la couleur de l'opposition. Après un ballet diplomatique d'environ un mois, les deux candidats se mettent d'accord sur un troisième tour qui voit la victoire de Ioutchenko. Le résultat est contesté par le camp adverse, s'ensuit une bataille juridique et, finalement, Ioutchenko est proclamé président de l'Ukraine le 23 janvier 2005. Le tout sans grande violence. C'est le cas de figure parfait pour les ONG américaines puisque ce nouveau régime est d'emblée muni d'une image positive auprès de l'opinion publique européenne. Il dispose même de sa figure d'héroïne de la liberté en la personne de Ioula Tymochenko.

À l'époque, un article figurant sur le site de la Banque Mondiale donne la parole à Vira Nanivska, directeur du Centre International d'Études Politiques d'Ukraine, qui évoque le rôle de 40.000 ONG regroupant 12% de la population ukrainienne (11). Dans cet article est également décrit le travail de consultants internationaux, d'experts en politique et d'assistants techniques qui « *travaillent de concert pour changer la législation existante, développer des associations, constituer des centres d'informations, former des fonctionnaires, mettre sur pied des conseils de quartier et des associations commerciales, tout en faisant pression pour modifier le budget de l'état dans leur propre intérêt.* ». En tout, entre 2002 et 2004, les États-Unis auraient dépensé des centaines de millions de dollars pour aboutir aux résultats de cette Révolution Orange (12).

Le nouveau pouvoir ukrainien va évidemment mener une politique pro-occidentale mais, malgré quelques progrès en terme de libertés accordés à la population, ne réussira pas à se défaire des maux de l'exercice du pouvoir ukrainien. La crise économique qui se déclenche en 2008 touchera également le pays. En 2010, Ianoukovitch prend donc sa revanche en se faisant élire président de l'Ukraine. Le dirigeant sortant n'obtient qu'un maigre score d'à peine 5%, ce qui témoigne de la déception engendrée par son action. Le nouveau président veillera dans un premier temps à continuer sa politique

d'ouverture à l'Union européenne tout en réchauffant les relations avec la Russie. En novembre 2013, la situation économique désastreuse de son pays le poussera toutefois à abandonner le partenariat économique prévu avec l'UE au profit de l'aide russe plus conséquente. C'est le déclencheur de la crise qui est toujours en cours actuellement.

## EURO-MAÏDAN, LA RÉVOLUTION FINANCÉE

Les événements de l'Euro-Maïdan qui ont conduit à la chute de Ianoukovitch témoignent à nouveau du rôle des ONG dans ce qui peut être considéré comme un coup d'État puisque le président élu a dû céder sa place à un pouvoir qui n'est pas sorti des urnes. Ce n'est pourtant pas ce récit qui apparaît dans nos médias mais plutôt celui d'une population ukrainienne europhile mettant à bas le régime d'un président corrompu et sous la férule d'un Vladimir Poutine diabolisé en nouveau tsar poursuivant le rêve de réunifier la Grande Russie. Le nombre de drapeaux européens présents parmi les manifestants - image très flatteuse pour les dirigeants, les médias et la population de l'UE - cachent cependant une réalité beaucoup plus saumâtre. Comme nous l'expliquait Aude Merlin, professeur de l'ULB spécialiste de la Russie (3), l'image de révolution que nous avons reçue via les médias était tronquée. En réalité, seule une partie de la place Maïdan était occupée et le reste de Kiev fonctionnait normalement. Même le supermarché présent sur la place avait gardé ses portes ouvertes. La présence active de l'extrême-droite, féroce et antirusse, dans les manifestations a également été occultée. Pourtant des navettes de cars étaient organisées entre Lviv, berceau du nationalisme ukrainien, et Kiev. Des événements qui ont conduit à la radicalisation des protestations et au basculement dans la violence ont été transformés et occultés. De la même manière, la présence, et l'influence, d'éléments du parti néo-nazi Svoboda dans le gouvernement de transition mis en place, après la fuite de Ianoukovitch, a longtemps été occultée puis minimisée. Idem pour la participation d'éléments issus du même milieu à la guerre civile qui s'est développée dans l'est du pays.

Vu le souvenir qu'ont laissé les troupes hitlériennes, c'est pourtant un élément essentiel pour comprendre l'enchaînement des faits ainsi que la réaction de la Russie. Au lieu de cela la propagande officielle a plutôt choisi de traiter Poutine de manipulateur, voire de le moquer, lorsqu'il évoquait un gouvernement ukrainien comprenant des néo-nazis. Et pourtant, il ne fait aujourd'hui plus aucun doute que les États-Unis et les alliés ont soutenu et aidé concrètement un coup d'État auquel ont pris part des forces fascistes.



Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État américaine pour l'Europe et l'Eurasie aurait reconnu elle-même que les États-Unis ont dépensé 5 milliards de dollars pour financer l'Euro-Maidan (13). Suite aux dernières élections, le gouvernement ukrainien en place est désormais légal. Les résultats, pas aussi élevés qu'ils ne l'espéraient, des partis extrémistes ont permis leur mise sur le côté. Le discours officiel ukrainien reste pourtant très nationaliste et le Parti Radical, dont le leader dirige un bataillon dans l'est du pays, dispose d'un ministre. Et c'est toujours Washington qui est à la manœuvre.

## L'UKRAINE SOUS TUTELLE

Dans le nouveau gouvernement, on retrouve ainsi au ministère des Finances, Natalia Iaresko, une ressortissante américaine disposant de la nationalité ukrainienne et qui a passé une partie de sa carrière au Département d'État de Washington. D'autres dossiers de naturalisation seraient en cours pour permettre à d'autres ressortissants étrangers d'occuper des fonctions dans l'administration ukrainienne (14). Une prochaine nomination de Saakachvili, ancien président géorgien qui fut accueilli aux USA après sa chute, à la tête du bureau anti-corruption est ainsi évoquée. Ajoutons à cela la mise sous perfusion des finances du pays par le FMI, en contrepartie des réformes néolibérales habituellement demandées par le Fonds, et on peut en conclure que l'Ukraine est désormais un pays sous tutelle.

Par ailleurs, des médias ukrainiens ont révélé que les agents de la CIA sont bien présents dans les bureaux du Service de Sécurité de l'Ukraine (le SBU) tandis que, sur le terrain des affrontements, des médias anglais auraient repéré des mercenaires appartenant à la société militaire privée Academi (ex-Blackwater) dont les liens avec le gouvernement US sont bien connus<sup>1</sup>. Si ce n'est pas le scénario le plus plausible à l'heure actuelle (voir plus loin), le spectre d'une guerre ouverte entre l'Ukraine et la Russie reste d'actualité. Il va sans dire qu'un tel cas de figure serait dramatique pour les populations concernées et entraînerait des répercussions inimaginables pour une Union européenne, alliée de fait de Washington. Rappelons que Kiev est à moins de 1.500 kilomètres de Berlin (2.000 km de Bruxelles) et Donetsk à 2.000 kilomètres de la capitale allemande (2.800 de Bruxelles). Il ne s'agit donc pas là d'un conflit de plus dans une ex-République soviétique mais bien d'une situation à haut risque qui nous concerne tous.

---

1 Voir notre étude « Les sociétés militaires privées, une nouvelle superpuissance. Disponible sur :<http://www.lesitinerrances.com/site/images/stories/analyse2013/int13/201305int.pdf>

## UN MONDE UNIPOLAIRE À TOUT PRIX

Mais pourquoi les États-Unis prendraient-ils le risque d'une confrontation avec la Russie, via l'armée ukrainienne, aux conséquences incalculables pour ses plus fiables alliés ? Nous répondrons à cette question par une autre : et

pourquoi pas ? Comme le rappelle John Pilger, grand reporter, scénariste et réalisateur aux positions anti-guerre, dans un cri d'alerte publié par The Guardian : « Depuis 1945, les États-Unis ont tenté de renverser plus de 50 gouvernements, la plupart démocratiquement élus ; ont grossièrement interféré dans les élections de 30 pays ; bombardé la population civile de 30 pays ; utilisé des armes chimiques et biologiques ; et tenté d'assassiner des dirigeants étrangers (...) Le pentagone dirige en ce moment des « opérations spéciales » – des guerres secrètes – dans 124 pays. » (15)

Il est donc permis de penser que la perspective d'un tel conflit ne leur fait pas vraiment peur. D'autant qu'ils ont confirmé par le passé qu'arracher l'Ukraine à la sphère d'influence russe et l'intégrer dans la communauté euro-atlantique était un objectif majeur. En janvier 2003, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Ukraine, Carlos Pascual, fit devant le « Center for Strategic and International Studies » à Washington un exposé sur les relations entre les États-Unis et l'Ukraine. Il y posait cette question : « L'Ukraine doit-elle appartenir à la communauté euro-atlantique ? » et il y répondait sans hésitation par « oui ». John Herbst, qui remplaça Carlos Pascual comme ambassadeur en septembre 2004, souligna la même chose devant le comité du Sénat américain qui l'auditionnait à propos de sa nomination (16).

L'importance de l'Ukraine se situe dans son rôle de lien entre la Russie et le reste du continent européen. Or, selon les théories qui dictent la politique extérieure américaine, il faut à tout prix empêcher la création d'un grand ensemble européen incluant la Russie et l'Europe. D'une certaine manière c'est toujours la doctrine Wolfowitz, du nom de l'ex-secrétaire adjoint à la Défense de George W. Bush et ex-président de la Banque Mondiale, qui dicte la géopolitique américaine. L'obsession du néoconservateur a été d'assurer que, après la chute de l'URSS, les USA restent la seule puissance mondiale. Il faut donc éviter l'émergence d'une puissance hostile, adjectif décerné à toute entité ayant un pouvoir suffisant que pour limiter l'hégémonie de Washington (17). D'autant plus si cette puissance hostile est en mesure de dominer une région dont les ressources pourraient donner un pouvoir planétaire aux USA s'ils réussissent à s'en emparer. La Russie est explicitement visée et le but est de lui interdire l'accès à l'Asie Centrale et à l'Eurasie.

De son côté, comme le rappelle l'Institut Européen des Relations Internationales (IERI), Brzezinski, à qui l'on doit le concept de pivot géopolitique (voir plus haut) a aussi écrit dans son livre « Le Grand Echiquier » que la priorité des États-Unis était « *de gérer l'émergence de nouvelles puissances mondiales, de façon à ce qu'elles ne mettent pas en péril la suprématie américaine.* »(18)

Cette crise ukrainienne est l'occasion idéale pour Washington de mettre en difficulté une Russie qui doit déjà faire face à des problèmes économiques dus notamment à la chute du prix du pétrole. En plus, elle éloigne momentanément la perspective de partenariats économiques, ou stratégiques, entre l'Europe et Moscou.

L'enchaînement des faits est assez clair à ce propos : en 2010, Vladimir Poutine proposait la création d'une zone de libre-échange entre la Russie et l'Union européenne (19), elle était même d'accord pour entrer dans l'OMC si une telle zone, incluant l'Ukraine, voyait le jour. La proposition fut rejetée par Manuel Barroso, président de la Commission européenne. Dans le même temps, l'Union européenne négociait avec les États-Unis la mise au point du Traité transatlantique de libre commerce et d'investissement, qui consacre la primauté des intérêts économiques américains en Europe, et un accord d'association avec l'Ukraine. En conditionnant celui-ci à l'impossibilité de faire partie d'une Union économique eurasiatique voulue par Moscou mais qui ne peut avoir un poids économique suffisant que si l'Ukraine la rejoint.

En enlevant l'Ukraine à la sphère d'influence russe, les États-Unis préservent donc leur « souveraineté effective dans les cinq espaces connus (mer, terre, air, espace extra-atmosphérique et cyber espace). Dans l'exercice de cette souveraineté ils fixent les standards et les règles des autres juridictions pour les contrôler ou les dominer. Les États-Unis représentent ainsi une véritable puissance « off limits », soucieuse de gérer le monde selon ses intérêts prédominants, voire exclusifs. » (20)

Cette situation de conflits a aussi des motivations intérieures aux USA. Dans le pays du néo-libéralisme, l'impôt est loin d'être bien vu. Tout comme la taille de l'administration fédérale. Il faut donc multiplier les ennemis extérieurs pour justifier les différents budgets liés à la défense des intérêts du pays. Et le puissant lobby militaro-industriel, qui n'est pas constitué de pacifistes comme son nom l'indique, pèse de tout son poids sur la gestion de la politique extérieure. Et il faut bien dire que Poutine fait figure d'épouvantail parfait.

## LA CRIMÉE, UNE ERREUR RUSSE ?

Il serait, en effet, naïf de réduire le rôle du Kremlin à celui d'une victime de politique étrangère américaine. La Russie joue également sa propre partition dans le concert géopolitique, nous l'analyserons plus bas. Mais commençons par évoquer la réaction de Poutine face aux événements du Maïdan et au changement de pouvoir ukrainien. Le président russe savait certainement qu'en détournant l'Ukraine du partenariat prévu avec l'Union européenne, il exposait le pays à une vague de contestation. Pensait-il que cela irait jusqu'à un changement de pouvoir et à l'instauration d'un nouveau gouvernement aux discours féroce­ment antirus­ses ? Devant le spectacle de la division de l'Ukraine, il n'a en tout cas pas tardé à réagir en soutenant activement les rebelles de l'Est. Si, devant la communauté internationale, les dirigeants russes ont toujours nié l'implication de leurs troupes sur le terrain, ils n'ont pas vraiment cherché à la cacher pour autant. En avril, à peine un mois après le rattachement de la Crimée à la Russie, Vladimir Poutine reconnaissait lui-même que « *derrière les forces d'autodéfense de Crimée, bien sûr, se trouvaient nos militaires.* »(21) Au cours de l'été, les chefs des séparatistes avouaient également que des soldats russes épaulaient les insurgés. Leur version officielle étant alors qu'il s'agissait de militaires venus de leur propre gré combattre aux côtés de « leurs frères ». Il est difficile d'estimer l'importance de ce soutien mais la mobilisation du comité des mères de soldats de Saint-Pétersbourg, et les questions que se sont posées certains éditorialistes russes sur les objectifs réels de Poutine, sont un signe qu'elle n'est pas anodine.

Cette intervention en Ukraine a connu un premier coup d'éclat lors du rattachement de la Crimée. Rappelons que ce territoire ne faisait partie de l'Ukraine que depuis 1954 et qu'il y disposait d'un statut de république autonome. Le port de Sébastopol disposant pour sa part d'un statut spécial de « ville fédérale ». Si elle est tombée comme un fruit mûr dans la main de Poutine, sans que de réels combats aient lieu, c'est parce que, outre une minorité Tatar (des musulmans sunnites), son peuplement est très majoritairement russophone. Le départ de Ianoukovitch a poussé les représentants du pouvoir local à organiser un referendum sur l'avenir de la Crimée. Au terme de celui-ci, la population plébiscitait un retour dans la Fédération russe. Ce qui laisse penser que la population criméenne ne s'est jamais vraiment sentie ukrainienne. Contrairement à 1992, lorsque la Russie avait refusé une première fois une demande de la Crimée en ce sens, Poutine entérina ce retour (6).

Pour quelles raisons ? Lorsqu'on parle de la Crimée, on pense immédiatement aux éléments de la flotte russe, qui est présente à

Sébastopol depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle : en 2014, ils étaient composés de 25 navires de combat et près de 20.000 soldats dont la plupart sont des marins. Du matériel terrestre, tels des chars, sont également stationnés dans la péninsule (22). Poutine a-t-il voulu protéger le port ? Craignait-il de se voir priver de son accès à la Mer Noire ? Constatons que son explication n'a jamais été géopolitique et qu'il a toujours mis en avant de l'obligation de protéger les populations russes en-dehors des frontières du pays.

À première vue, cela peut sembler trop démagogique que pour être honnête. En 1997, Kiev et Moscou ont signé un accord autorisant la Russie à louer plus de 80% des installations du port de Sébastopol pour un bail de vingt ans. Le loyer s'élevait à 8 millions de dollars par an. En 2010, ce bail avait été prolongé jusqu'en 2042 en échange de quoi la Russie appliquait un tarif préférentiel, équivalent à un rabais de 30%, sur le prix de son gaz vendu à l'Ukraine (23). Fini donc le loyer et le tarif préférentiel : Moscou fait des économies tout en plongeant un peu plus les finances ukrainiennes dans le rouge.

Ces économies justifient-elles à elles seules la manœuvre ? Difficile à croire : le geste posé par Moscou, qui a été assimilé par ses adversaires à une annexion pure et simple, a solidifié le nationalisme antirusse ukrainien et facilité la présentation, dans la sphère occidentale, de Poutine comme un nouveau tsar aux visées expansionnistes. L'incorporation de la Crimée à la Russie prive également le Kremlin de l'utilisation future d'un de ses arguments diplomatiques préférés : la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État et le respect de l'intégrité territoriale. On peut également se demander quelle est l'impression laissée aux pays frontaliers de la Russie. L'argument de la protection des populations russophones pourrait faire naître des craintes chez ceux-ci et les amener à ne pas tout miser sur leurs relations avec un grand voisin qui pourrait nourrir des visées expansionnistes sur certains morceaux de leurs territoires.

De plus, si la Crimée n'explique pas à elle seule la mise au ban de la communauté internationale, ou du moins des États-Unis et de leurs alliés, elle a servi de prétexte idéal pour endommager une économie russe déjà mal en point. Récemment, le ministère de l'économie russe annonçait qu'il prévoyait une croissance négative de 0,8% en 2015 (24). En cause, la chute du prix du pétrole, et donc du gaz, mais aussi les sanctions économiques qui empêchent une partie des entreprises et des banques du pays d'entrer sur le marché des capitaux. Sont aussi évoqués le tarissement des investissements étrangers qui ne pourront nourrir une économie handicapée par une baisse de la consommation intérieure due à une chute du pouvoir d'achat des Russes (causée par une inflation de +7%). Le rattachement de la Crimée aura aussi un coût imposant pour les finances publiques : l'alignement des pensions

des nombreux retraités russes de Crimée, les investissements nécessaires et les transferts d'argent vers une province pauvre comparativement à la Russie européenne pourraient, à terme, atteindre les 20 milliards d'euros (25).

## UTILITÉ INTERNE

Un élément laisse pourtant penser que le rattachement de la Crimée n'a pas uniquement des visées géopolitiques : il est salué par la majorité des Russes comme une étape vers une renaissance de leur pays en tant que superpuissance mondiale. Pour cela, ils sont prêts à faire des sacrifices (25).

Cela nous échappe peut-être mais dans la vision russe de la marche du monde, les suites de l'éclatement de l'Union soviétique ont été considérées comme une série d'humiliations. Sur le plan international, les différents pouvoirs russes ont dû avaler entre autres le non-respect des promesses faites à Gorbatchev de ne pas élargir l'OTAN jusqu'aux frontières de la Russie. Or, actuellement l'organisation atlantique possède des bases en Roumanie, en Bulgarie dans les républiques caucasiennes d'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Kirghizstan et projette de futures installations en Pologne et dans les pays baltes. Officiellement, elles sont destinées à la lutte contre le terrorisme et font partie du projet « Bouclier anti-missiles » (BAM). Un projet pharaonique qui a déjà coûté au moins 100 milliards de dollars depuis 1983 (26). L'opération contre la Serbie, en 1999, sans mandat des Nations-Unies, et l'élargissement de l'OTAN à d'anciens pays-membres du Pacte de Varsovie ont été accueillis en Russie comme autant d'agressions et de remise en question du Traité sur les forces conventionnelles en Europe. Signe que Washington ne traite plus Moscou d'égal à égal (20).

Pour les raisons stratégiques déjà évoquées ci-dessus, les manœuvres occidentales en Ukraine devaient entraîner une réponse de taille. D'autant plus que pour les Russes, ce pays a un statut particulier. Berceau de la nation (voir plus haut), son indépendance a été très mal vécue et il ne fait aucun doute que, tôt ou tard, elle réintégrera la Russie (26). Le conflit ukrainien est donc une cause nationale. Cela permet, notamment, à Poutine de resserrer les rangs d'une population russe et sans doute d'occulter en partie les mauvaises performances économiques. L'invocation de « l'ennemi extérieur », les États-Unis et ses alliés qui menaceraient la stabilité la Russie (27), permet également à Vladimir Poutine de consolider son modèle autocratique de pouvoir : un régime présidentiel sans véritable contre-pouvoir, aux accents nationalistes prononcés et soutenu par une oligarchie restreinte. Ainsi, l'exemple des révolutions « fleuries » qui ont entraîné les changements de pouvoir en Ukraine, en Géorgie et au Kirghizstan légitime aux yeux des dirigeants, et d'une grande partie de la population, la loi sur

les « agents étrangers », une législation plaçant sous contrôle toute une série d'ONG actives dans les domaines des droits de l'homme ou de la protection de l'environnement (28).

Si l'on peut comprendre la volonté de se protéger d'ingérences extérieures déguisées, cette loi semble surtout être appliquée pour faire taire les associations dénonçant les dérives autoritaires du pouvoir, qu'elles soient ou non financées par un pays ou une structure étrangère. Les médias trop indépendants et les sites Internet sont également mis sous pression s'ils ne se plient pas à la rhétorique officielle du Kremlin. La rédaction du journal indépendant le plus célèbre, la *Novaïa Gazeta* peut en témoigner (29). En général, tous les espaces de protestation sont en train de se réduire (30). Ce qui est toujours utile quand un pouvoir risque de faire face à une montée de la contestation due à une situation économique qui se dégrade. Le discours poutinien met également l'accent sur les valeurs traditionnelles de l'Église dont se serait éloigné un Occident en déclin. Avec comme illustration la plus marquante, la loi contre la propagande homosexuelle ratifiée en 2013. Une notion mal définie qui laisse la porte ouverte aux dérapages et entretient les amalgames entre homosexualité et pédophilie.

Sur le plan de la politique étrangère, cette politique met l'accent sur le refus de l'unilatéralisme américain et la restitution d'un rôle de premier plan à la Russie dans le système international actuel. Le 24 octobre dernier, lors de la session annuelle du « Vaïdal International Discussion Club », un forum international où est débattu le rôle de la Russie dans le monde, le président russe a explicité sa vision. De cette longue intervention (31), on retiendra son affirmation que la Russie n'a aucune volonté expansionniste. Il y a également souligné l'échec des États-Unis à assurer une sécurité collective dans le monde unipolaire, le « nouvel ordre mondial », qu'ils tentent de construire. S'il a signalé ne pas vouloir empêcher activement l'établissement de ce nouvel ordre, il a tout de même mis en garde contre la volonté d'en exclure une Russie qui veillera à protéger ses intérêts. Il a finalement ouvert une porte en plaidant pour un nouveau consensus planétaire dans lequel les États-Unis seraient mis sur le même pied que les autres en ce qui concerne le respect du droit et des accords internationaux et dans le respect complet de la souveraineté des autres nations. Il laisse toutefois planer l'idée que sans ce consensus entre puissances responsables, un conflit planétaire s'avère pratiquement inévitable.

## À LA RECHERCHE DE LA MULTIPOLARITÉ

Un discours habile et éclairant qui n'a pourtant pratiquement pas été relayé par nos médias traditionnels. Il est vrai que cette vision de la

multipolarité tranche avec la rhétorique de diabolisation de Poutine en cours depuis plusieurs années et atteignant des sommets depuis le début du conflit ukrainien. Face à ce discours, par exemple, que penser de celui que Barack Obama a tenu, un mois plus tôt, devant l'Assemblée Générale des Nations-Unies (32) ? Évoquant les trois grandes menaces planétaires actuelles, il cite Ebola, l'agression Russe en Ukraine et l'État islamique...

Cette multipolarité, la Russie y travaille en mettant sur pied l'Union économique eurasiatique qui crée un espace de libre circulation des personnes et des marchandises. Elle entrera en vigueur le 1er janvier 2015 et réunira Russie, Belarus, Kazakhstan et Arménie (33). Le Kirghizstan devrait la rejoindre rapidement et le Tadjikistan est également candidat. Pour représenter réellement une force économique, cette réplique de l'Union européenne devrait toutefois inclure l'Ukraine, ce qui semble impossible pour le moment. À côté de cela, la Russie fait également partie de l'Organisation de coopération de Shanghai, une organisation intergouvernementale comprenant actuellement, outre la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan. L'Inde, l'Afghanistan, l'Iran, la Mongolie et le Pakistan y sont admis comme États observateurs tandis que la Biélorussie, le Sri-Lanka et la Turquie ont le statut d'États partenaires de discussion. Son rôle est d'être un espace de concertation, et éventuellement de conciliation, ainsi que de faciliter la coopération économique.

Mais la Russie ne veillera pas uniquement à se tourner vers l'Asie. Elle est bien consciente également qu'à un moment il faudra renouer un dialogue plus serein avec l'Union européenne, principale cliente de ses ventes de gaz. Or, ses exportations énergétiques représentent 70% de ses recettes. De plus, Moscou a besoin de matériel européen pour moderniser son industrie et son économie en général.

## L'UNION EUROPÉENNE ENTRE DEUX FEUX

Comme déjà écrit en début d'étude, une analyse des racines et causes de ce conflit ne peut faire l'économie d'un chapitre sur les enjeux énergétiques. Dans un monde régi par un système économique vorace en ressources, ceux-ci sont omniprésents à l'esprit des acteurs. C'est d'ailleurs le cas dans la plupart des autres conflits et guerres qui secouent la planète. Nous avons choisi de traiter dans la même partie, le rôle de l'Union européenne, tellement celui-ci est déterminé, et le sera encore à l'avenir, par l'importance du gaz russe pour son économie.

Plus que jamais, les événements ukrainiens ont démontré à quel point la diplomatie et la vision stratégique de l'Union européenne est faible. Voire inexistante tant les pays sont divisés entre ceux qui se rangent comme un



seul homme derrière les États-Unis et ceux qui veulent à la fois ménager l'allié américain et leur propres intérêts. C'est particulièrement le cas de l'Allemagne, moteur politique et économique de l'UE actuelle, qui sanctionne la Russie mais bataille aussi pour ne pas couper totalement la communication avec Moscou (18). Le gouvernement Merkel étant sans doute conscient que son pays ne peut pas risquer une diminution des approvisionnements en gaz russe, d'autant moins d'ailleurs que selon certaines prévisions les importations européennes vont doubler d'ici 2030 (23). Dopées notamment par la volonté de certains États, dont l'Allemagne, de sortir du nucléaire.

Or, en 2013, le gaz naturel russe a représenté près de 30% de la consommation des pays de l'UE. Et Moscou tient une position primordiale sur le marché mondial : 18% des réserves mondiales de gaz naturel et 20% de la production mondiale (23). De son côté, la Russie ne peut se couper d'un aussi gros marché que l'UE, les revenus pétro-gaziers comptant pour plus de la moitié du budget fédéral du pays.

Un problème de cette interdépendance russo-européenne est justement l'Ukraine, pays par lequel passait, jusqu'il y a peu, 90% du gaz russe à destination des pays européens. La complexité de cette situation fut illustrée par deux crises ces dernières années. Le 1<sup>er</sup> janvier 2006, Gazprom, la compagnie nationale russe de gaz, coupait ses vannes à destination de l'Ukraine. Le gouvernement de Kiev refusait, en effet, la hausse des prix exigée par la Russie qui, de son côté, accusait l'Ukraine de revendre ses surplus de gaz russe à un prix augmenté. En trois jours, un accord est trouvé. Un délai suffisant pour que l'UE constate des baisses importantes de son volume de gaz disponible. Trois ans plus tard, rebelote : les livraisons de gaz à l'Ukraine sont de nouveau interrompues. Cette fois c'est un arriéré de paiement de 2 milliards de dollars et un désaccord sur les tarifs de 2009 qui sont la cause de la dispute. La brouille dure cette fois trois semaines et impacte tous les pays de l'UE et pays balkaniques hors-UE (23).

## DIVERSIFICATION ET GAZ DE SCHISTE

Pour mettre fin à cette faiblesse, les pays de l'Union européenne se sont lancés dans une politique de construction de gazoducs permettant de contourner l'Ukraine. Ainsi, « Nord Stream » qui passe par la Mer Baltique. Cette infrastructure de 7,4 milliards de dollars appartient à un consortium mêlant Gazprom, les Allemands de BASF et EON, les Néerlandais de Gasunie et les Français de GDF-Suez. Il transporte chaque année 55 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, soit 30% des livraisons de gaz russe à l'Europe (34). La Russie avait également prévu la construction d'un « South Stream », détenu à 50% par

Gazprom, encore plus imposant puisqu'il devait acheminer 63 milliards de m<sup>3</sup>, soit 35% de ses livraisons à l'UE. Il devait passer sous la Mer Noire pour rejoindre la Bulgarie. Or, sous pression de la Commission européenne, le gouvernement de Sofia bloque un projet qui ne respecte pas la loi européenne en ne prévoyant pas l'accès aux gazoducs par d'autres sociétés que Gazprom (34). Au début du mois de décembre, la Russie annonçait donc l'abandon de ce projet. Coup de bluff ? Possible, tant la partie de poker menteur en cours est intense.

Ainsi, la fin de « South Stream » pourrait faire partie d'un plan plus large. L'annonce de sa construction avait, en effet, mené l'UE à abandonner son propre projet de gazoduc, nommé « Nabuco », dont l'objectif était de relier les pays européens aux immenses gisements gaziers d'Azerbaïdjan et du Turkménistan. Cette option va-t-elle à présent être relancée ? Possible. Cela permettrait à l'UE de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz et donc de diminuer la dépendance à la Russie. L'enjeu est donc éminemment stratégique pour l'Europe, la Russie et... les États-Unis qui verraient cette perspective d'un très bon œil. Washington ne reste d'ailleurs pas simple observateur dans ce dossier. Les sociétés américaines travaillent activement à cette diversification. Le 19 janvier 2010, la bien connue société Goldman Sachs recevait ainsi l'autorisation d'approvisionner les fournisseurs de gaz naturel sur le territoire français. La même banque d'investissement, qui est donc aussi fournisseuse de gaz, a pris des positions au sein du groupe énergétique espagnol Endesa. L'Espagne servant de passerelle entre le gaz algérien et les consommateurs européens. Enfin, Goldman Sachs détient également depuis le début de l'année 2014, une partie de Dong, l'entreprise publique d'énergie du Danemark (35).

Mais Washington s'active surtout sur le front du gaz de schiste, le nouvel or sale. Or, les sous-sols ukrainiens en contiennent, surtout dans l'est du pays. Même s'il est toujours difficile d'estimer la taille exacte des gisements, les réserves de l'Ukraine placeraient le pays en 3<sup>e</sup> position européenne (hors-Russie) (36). Et celles-ci sont déjà fort convoitées. La principale société gazière ukrainienne Burisma Holdings a ainsi reçu l'autorisation de développer des gisements détectés dans les environs de Slaviansk et Kramatorsk. Le président du Conseil d'administration de cette société est Américain, Alan Apter, et plusieurs membres sont ses compatriotes dont Joe Biden, fils du vice-président américain et Devon Archer, grand ami du secrétaire d'État John Kerry (37). Ils ne sont pas les seuls sur le coup puisqu'en novembre 2013, juste après les premières manifestations qui deviendront l'Euro-Maïdan, la compagnie Chevron a signé un accord avec le gouvernement ukrainien lui permettant l'exploitation du gaz de schiste et du pétrole dans l'ouest du pays, et en Crimée, pour une durée de cinquante

ans. L'investissement total de la compagnie américaine atteindrait les dix milliards de dollars (38). Royal Dutch Shell aurait conclu un accord similaire (35).

Assiste-t-on à une invasion économique de l'Ukraine avec la complicité de l'Union européenne ? Au vu des éléments exposés ci-dessus la question est légitime.

## CONCLUSION

À ce stade, il est encore difficile de prédire la suite des événements. Sur le terrain même, la perspective d'une guerre totale entre l'Ukraine et la Russie est difficilement imaginable. À court terme, un accord entre les deux pays ne semble pas plus réaliste. Les discours nationalistes des dirigeants ukrainiens ne laissent pas imaginer qu'ils vont tolérer la perte de la Crimée et encore moins la perte du bassin houiller qu'est le Donbass. On les voit également mal accepter une fédéralisation du pays, qui permettrait une sorte de cogestion du pays selon un modèle « à la belge ». Reste l'hypothèse du « conflit gelé », un maintien du status-quo en attendant la suite. Quelle suite ? Nous ne nous aventurerons pas plus loin dans les prédictions.

On ne voit, par contre, pas comment les États-Unis pourraient ne pas reprendre langue avec la Russie. Le grand voisin tient, en effet, deux bonnes cartes en main grâce à son gaz. Tout d'abord, l'approvisionnement ukrainien passe obligatoirement par elle. Comme expliqué ci-dessus, cela reste actuellement important pour l'Union européenne. Mais aussi pour une Ukraine au bord de la faillite qui veillera donc à ce la Russie ne dénonce les accords sur le prix du gaz et qui va devoir s'atteler à développer son économie. Un développement sur lequel le FMI gardera un œil attentif s'il tient au remboursement de ses prêts. Dans ces conditions, personne n'a intérêt à ce que le gel diplomatique continue. La situation actuelle peut, de plus, être vue avantageusement tant à Washington qu'à Moscou.

En plus d'avoir momentanément brouillé les relations entre l'Union européenne et la Russie, les États-Unis ont désormais les deux pieds bien installés en Ukraine. Ils ont placé leurs pions dans le gouvernement, ils sont déjà à l'œuvre pour exploiter le gaz de schiste et sont présents militairement aux portes de Moscou. Dans le ciel est, les ondes ukrainiennes et les dispositifs de surveillance américains se bousculent certainement. À moins de 500 kilomètres de la capitale russe. Encore plus important, si pas plus, ils ont aussi pu constater que la Réserve fédérale américaine (Fed), leur banque centrale, peut encore influencer le cours des événements en jouant de la planche à billet.

Durant le mois de novembre 2013, juste avant que Ianoukovitch tourne le dos à l'UE pour se tourner vers la Russie, la Fed mettait fin à la politique monétaire en vigueur depuis l'éclatement de la crise financière. Depuis, plusieurs années, l'institution faisait tourner la planche à billets et injectait des dollars sur les marchés financiers. Cet argent avait été massivement investi dans les pays émergents dont la croissance rapide promettait des rendements très intéressants. Une fois l'économie américaine redressée, la Fed a annoncé une nouvelle ligne plus restrictive. Les investisseurs ont alors désinvesti ces économies émergentes pour se recentrer sur des valeurs plus sûres aux États-Unis et en Europe. Ce mouvement a impacté l'économie des pays des géants comme la Russie, le Brésil, la Chine et l'Inde mais aussi une série d'autres pays dont l'Ukraine. L'économiste, et auteur, américain Benn Steil explique que « *si la FED était restée accommodante pour six mois, ou plus, il est possible que l'Ukraine aurait surmonté cette bosse et Ianoukovitch serait encore au pouvoir aujourd'hui* ». (39) Il estime que c'est contraint que l'ex-président a tourné le dos à l'Union européenne.

Côté russe, nous avons expliqué de quelle manière la situation actuelle renforçait la popularité de Vladimir Poutine à l'intérieur de son pays. À l'extérieur, c'est également le cas. L'impérialisme américain fédère des pans de plus en plus larges de la société, notamment en Europe. Notamment à l'extrême-droite du spectre politique. Dans la logique de ces extrémistes, pareille à celle de Poutine, la domination de Washington menace les souverainetés nationales. De plus, ils s'identifient facilement à la ligne politique du président russe, son nationalisme autoritaire et sa défense des valeurs traditionnelles contre le déclin moral de l'Occident. En France, le Front National de Marine Le Pen a ainsi choisi son camp depuis longtemps. Et Vladimir Poutine l'a reconnu comme étant désormais son partenaire politique privilégié en France. Or, que ce soit le F.N., ou d'autres formations dans d'autres pays, ces partis d'extrême-droite « modernisée » ont le vent en poupe. De quoi changer la configuration politique européenne dans les années à venir ? Les dernières élections ont démontré que c'était une hypothèse à prendre en compte.

Quoiqu'il en soit les recherches effectuées pour ce présent travail, nous ont démontré que la propagande est donc aussi présente chez les pro- que les anti-Poutine. C'est un constat qu'il vaut mieux garder à l'esprit : s'il est utile, voire nécessaire, de ne pas se contenter de la version « officielle » des événements délivrée par les médias traditionnels, il faut garder le même esprit critique en abordant les médias dits alternatifs. C'est à ce prix que l'on distinguera, peut-être, la vraie information de la propagande, l'analyse du délire complotiste.

## BIBLIOGRAPHIE

(1) Le Monde, « Pourquoi l'Onu évoque le risque d'une guerre totale dans l'Est de l'Ukraine » (en ligne) c 2014 (consulté le 13/11/2014). Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/11/13/pourquoi-l-onu-evoque-le-risque-d-une-guerre-totale-dans-l-est-de-l-ukraine\\_4523404\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/11/13/pourquoi-l-onu-evoque-le-risque-d-une-guerre-totale-dans-l-est-de-l-ukraine_4523404_3214.html)

(2) Le Monde, « Ukraine : les rebelles prorusses demandent l'envoi de casques bleus notamment russes » (en ligne) c 2014 (consulté le 25/11/2014). Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/11/25/ukraine-les-rebelles-prorusses-demandent-l-envoi-de-casques-bleus-notamment-russes\\_4529150\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/11/25/ukraine-les-rebelles-prorusses-demandent-l-envoi-de-casques-bleus-notamment-russes_4529150_3214.html)

(3) Interventions de Jean-Marie Chauvier et Aude Merlin lors du « Séminaire sur la crise ukrainienne et les relations entre l'Occident et la Russie », organisé le 13/6/2014 par le CNAPD.

(4) Diploweb.com, « Ukraine: géopolitique d'un État-tampon » (en ligne) c 2014 (consulté le 12/11/2014) Disponible sur : <http://www.diploweb.com/Ukraine-geopolitique-d-un-Etat.html>

(5) Transparency International, « Corruption Perceptions Index 2014 : Results » (en ligne) c 2014 (consulté le 3/12/2014) Disponible sur : <http://www.transparency.org/cpi2014/results>

(6) Nouveaux cahiers du socialisme, « Comprendre la guerre civile en Ukraine – 14 août 2014 »(en ligne) c 2014 (consulté le 17/11/2014) Disponible sur : <http://www.cahiersdusocialisme.org/2014/08/28/comprendre-la-guerre-civile-en-ukraine-14-aout-2014/>

(7) Le Monde, « Elections de façade et luttes de clan dans le Donbass » (en ligne) c 2014 (consulté le 31/10/2014) Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/10/31/elections-de-facade-et-luttes-de-clans-dans-le-donbass\\_4515959\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/10/31/elections-de-facade-et-luttes-de-clans-dans-le-donbass_4515959_3214.html)

(8) Amnesty International, « L'impunité règne pour les membres de groupes d'autodéfense pro-Kiev auteurs d'enlèvements et de mauvais traitements » (en ligne) c 2014 (consulté le 13/11/2014) Disponible sur : <http://www.amnesty.be/doc/s-informer/actualites-2/article/ukraine-l-impunite-regne-pour-les>

(9) Territoires de la Mémoire, « Les ONG américaines pour la démocratie » (en ligne) c 2013 (consulté le 20/11/2014) Disponible sur : <http://www.territoires-memoire.be/am63/915-aide-memoire63-lespagnard-ong-usa>

(10) Territoires de la Mémoire : « Les ONG américaines pour la démocratie – 2<sup>e</sup> partie » c 2013 (consulté le 20/11/2014) Disponible sur : <http://www.territoires-memoire.be/se-documenter/revue-aide-memoire/am-les-derniers-numeros/141-aide-memoire/aide-memoire-64/946-les-ong-americaines-pour-la-democratie-2e-partie>

(11) North Star Compass, « Des milliers d' « ONG » financées par les USA à l'assaut de la Russie » (en ligne) c 2010 (consulté le 17/11/2014) Disponible sur : <http://www.northstarcompass.org/french/ns CFR42/ong.htm>

(12) Atlantico.fr, « La véritable raison pour laquelle les États-Unis se préoccupent tant de l'Ukraine tout en se foutant éperdument des Ukrainiens » (en ligne) c 2014 (consulté le 14/11/2014) Disponible sur : <http://www.atlantico.fr/decryptage/veritable-raison-pour-laquelle-Etats-unis-se-preoccupent-tant-ukraine-tout-en-se-foutant-eperdument-ukrainiens-jean-bernard-1673075.html#XGwcmhgE9qOY6i7e.99>

(13) Hérodote, « À propos des révolutions de couleur et du soft power américain » (en ligne) c 2008 (consulté le 18/11/2014) Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-7.htm>

(14) Le Monde, « L'Ukraine appelle des étrangers à la rescousse pour former son gouvernement » (en ligne) c 2014 (consulté le 2/12/2014) Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/12/02/l-ukraine-appelle-des-etrangers-a-la-rescousse-pour-former-son-gouvernement\\_4533094\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/12/02/l-ukraine-appelle-des-etrangers-a-la-rescousse-pour-former-son-gouvernement_4533094_3214.html)

(15) The Guardian, « In Ukraine, the US is dragging towards war with Russia » (en ligne) c 2014 (consulté le 18/11/2014) Disponiblesur: <http://www.theguardian.com/commentisfree/2014/may/13/ukraine-us-war-russia-john-pilger>

(16) Atlantico.fr, « La véritable raison pour laquelle les États-Unis se préoccupent tant de l'Ukraine tout en se foutant éperdument des Ukrainiens » (en ligne) c 2014 (consulté le 14/11/2014) Disponible sur : <http://www.atlantico.fr/decryptage/veritable-raison-pour-laquelle->

États-unis-se-preoccupent-tant-ukraine-tout-en-se-foutant-eperdument-ukrainiens-jean-bernard-1673075.html#XGwcmhgE9qOY6i7e.99

(17) Global Research, “Will Russia and China hold their fire until war is the only alternative?” (en ligne) c 2014 (consulté le 19/11/2014) Disponible sur : <http://www.globalresearch.ca/will-russia-and-china-hold-their-fire-until-war-is-the-only-alternative/5404437>

(18) Institut Européen des Relations Internationales, « Lettre ouverte au Parlement européen (première partie) » (en ligne) c 2014 (consulté le 23/9/2014) Disponible sur : <http://www.ieri.be/en/publications/wp/2014/septembre/lettre-ouverte-au-parlement-europeen-premi-re-partie>

(19) Le Figaro, « Poutine propose une zone de libre-échange avec l’Europe » (en ligne) c 2010 (consulté le 20/11/2014) Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/international/2010/11/25/01003-20101125ARTFIG00707-poutine-propose-une-zone-de-libre-echange-avec-l-europe.php>

(20) Institut Européen des Relations Internationales, « L’Union européenne, les États-Unis et la Russie face à la crise ukrainienne » (en ligne) c 2014 Disponible sur : <http://www.ieri.be/en/publications/wp/2014/juin/union-europ-enne-les-tats-unis-et-la-russie-face-la-crise-ukrainienne>

(21) Le Monde, « Des soldats russes combattent l’armée ukrainienne dans l’Est du pays » (en ligne) c 2014 (consulté le 19/11/2014) Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/international/article/2014/08/28/des-soldats-russes-combattent-l-armee-ukrainienne-dans-l-est-du-pays\\_4478006\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2014/08/28/des-soldats-russes-combattent-l-armee-ukrainienne-dans-l-est-du-pays_4478006_3210.html)

(22) Infosdéfense.com, « Ukraine : quelles sont les forces russes en présence ? » (en ligne) c 2014 (consulté le 21/11/2014) Disponible sur : <http://www.infosdefense.com/ukraine-queelles-sont-les-forces-russes-en-presence-41668/>

(23) Le Monde, « Le gaz russe, enjeu crucial pour l’Ukraine et l’Union européenne » (en ligne) c 2014 (consulté le 21/11/2014) Disponible sur : [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/03/le-gaz-russe-enjeu-crucial-pour-l-ukraine-et-l-union-europeenne\\_4376476\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/03/le-gaz-russe-enjeu-crucial-pour-l-ukraine-et-l-union-europeenne_4376476_3214.html)

(24) RFI, « Russie : le rouble poursuit sa chute, le risque d’une récession évoqué » (en ligne) c 2017 (consulté le 3/12/2014) Disponible sur : <http://www.rfi.fr/economie/20141203-russie-recession-rouble-economie-chute/>

(25) Ministère de la Défense, « Note de Recherche Stratégique : la crise ukrainienne vue par les chercheurs » (en ligne) c 2014 (consulté le 20/11/2014) Disponible sur : <http://www.defense.gouv.fr/content/download/257790/3126653/file/NRS%20UKRAINE.pdf>

(26) Hérodote, « La Révolution orange en tant que phénomène géopolitique » (en ligne) c 2008 (consulté le 18/11/2014) Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-69.htm>

(27) Hérodote, « Moscou et la question démocratique : mythes et réalités de la nouvelle guerre froide » (en ligne) c 2008 (consulté le 18/11/2014) Disponible sur : <http://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-193.htm>

(28) Amnesty International, « Lettre ouverte à Vladimir Poutine » (en ligne) c 2014 (consulté le 21/11/2014) Disponible sur : <http://www.amnesty.be/doc/s-informer/actualites-2/article/lettre-ouverte-a-vladimir-poutine>

(29) Amnesty International, « L'offensive de la Russie contre les médias et la vérité » (en ligne) c 2014 (consulté le 27/11/2014) Disponible sur <http://www.amnesty.be/doc/s-informer/pays-par-pays/federation-de-russie-433/russie-donnez-de-la-voix/article/l-offensive-de-la-russie-contre>

(30) Amnesty International, « Russie – Le sentiment que n'importe qui peut être arrêté » (en ligne) c 2014 (consulté le 8/10/2014) Disponible sur : <http://www.amnesty.be/doc/s-informer/pays-par-pays/federation-de-russie-433/russie-donnez-de-la-voix/article/russie-le-sentiment-que-n-importe>

(31) Oriental Review, « We need a global consensus of responsible powers » (en ligne) c 2014 (consulté le 24/10/2014) Disponible sur : <http://orientalreview.org/2014/10/24/we-need-a-new-global-consensus-of-responsible-powers-i/>

(32) IIP Digital, « L'allocution de M. Obama à la 69<sup>ème</sup> Assemblée générale de l'ONU » (en ligne) c 2014 (consulté le 26/11/2014) Disponible sur : <http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2014/09/20140924308833.html>

(33) Courrier International, « Un nouvel espace Schengen oriental » (en ligne) c 2014 (consulté le 28/11/2014) Disponible sur : <http://www>



courrierinternational.com/article/2014/06/02/un-nouvel-espace-schengen-oriental

(34) « L'Europe ennuyée par l'arrêt de South Stream », par Jurek Kuczkiewicz dans Le Soir du 3/12/2014, p.12

(35) Le blog finance, « Ukraine : Quand EDF, Eni, Shell et Chevron signaient des accords majeurs sur le pétrole et le gaz de schiste de Crimée » (en ligne) c 2014 (consulté le 26/11/2014) Disponible sur : <http://www.leblogfinance.com/2014/04/ukraine-quand-edf-eni-shell-et-chevron-signaient-des-accords-majeur-sur-petrole-et-gaz-de-schiste-de-crimee.html>

(36) Affaires-stratégiques.info, « Quels sont les enjeux de la question énergétique dans le conflit qui oppose russes et Européens en Ukraine » (en ligne) c 2014 (consulté le 25/11/2014) Disponible sur : <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article9738>

(37) The Guardian, « Why shouldn't Hunter Biden join the board of a gas company in Ukraine? » (en ligne) c 2014 (consulté le 19/11/2014) Disponible sur <http://www.theguardian.com/business/shortcuts/2014/may/14/hunter-biden-job-board-ukraine-biggest-gas-producer-burisma>

(38) Afrique-Asie, « Ukraine : Derrière le conflit, le schiste » (en ligne) c 2014 (consulté le 27/11/2014) Disponible sur : <http://www.afrique-asie.fr/menu/actualite/8448-ukraine-derriere-le-conflit-le-schiste.html>

(39) Foreign Affairs, « Taper trouble » (en ligne) c 2014 (consulté le 21/11/2014) Disponible sur : <http://www.foreignaffairs.com/articles/141534/benn-steil/taper-trouble>





